

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

ARRÊTÉ

Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté de mise en demeure

SARP CENTRE EST
Le Bois Chanliau
71200 LE CREUSOT

N° 10-00159

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et ses articles L.511-1, L.512-5, L.512-7, L.514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1993 autorisant la société SANIVEM à exploiter sur la commune de Le Creusot un centre de transit de déchets industriels ;

VU le récépissé de déclaration du 06 novembre 2003 délivré à la société SARP CENTRE EST attestant qu'elle a repris les droits et obligations de la société SANIVEM ;

VU la fiche de constatations et les propositions de suite de l'inspecteur des installations classées en date du 26 novembre 2009 ;

Considérant que la société SARP CENTRE EST ne respecte pas les prescriptions des articles 1.2 et 3.6 de son arrêté préfectoral d'autorisation en date du 26 octobre 1993 ;

Considérant que le rejet d'eaux polluées issues du lavage de l'intérieur des citernes de transport de déchets ne permet pas de répondre aux exigences relatives à la limitation des risques de nuisances et de pollution des eaux souterraines et de surface,

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

La société SARP CENTRE EST, dont le siège social est situé 105 avenue du 8 mai 1945 BP 40048 69142 RILLEUX LA PAPE Cedex est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite ZA le Bois Chanliau 71200 Le Creusot ;

sous 1 mois :

- de respecter les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1993 en déclarant les modifications apportées à ces installations ;
- de respecter les dispositions de l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1993 en récupérant les eaux lors du lavage de la cuve de la citerne après chaque dépotage et en les stockant dans la cuve contenant le déchet ;
- de réaliser une analyse des eaux en sortie du séparateur et au niveau du rejet dans le milieu naturel.

ARTICLE 2

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4- EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture, Mme la sous-préfète d'Autun, M. le maire de Le Creusot, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- Mme la sous-préfète d'AUTUN
- M. le maire de Le Creusot
- La direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, 15-17 avenue Jean Bertin - 21000 DIJON
- L'exploitant.

Mâcon, le 11 JAN. 2010

Le préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Marie-Françoise LECAILLON